

Le SCFP lance la campagne électorale à l'occasion de la fête du Travail

Les membres de la SCFP ont profité d'un temps idéal pour participer aux défilés et aux pique-niques organisés dans plusieurs municipalités ontariennes pour souligner la fête du Travail. À Toronto, plus d'un millier de personnes ont participé à la parade annuelle, dédiée cette année à la mémoire de Jack Layton et menée par Nycole Turmel, accompagnée de la chef du NPD Ontario, Andrea Horwath.

La Fête de travail ne se limite pas à une célébration: c'est aussi l'occasion de se regrouper entre confrères et consœurs pour réclamer haut et fort la société que nous désirons. Cette année, le SCFP Ontario a demandé aux gouvernements de cesser de sabrer dans les services publics alors qu'ils accordent aux grandes entreprises des octrois généreux et permettent aux riches d'éviter de payer leur juste part.

Plus précisément, nous exigeons que la province augmente de 2% les impôts des contribuables dont le revenu annuel excède 500 000 \$, qu'il mette fin à l'échappatoire reliée à l'achat d'actions pour les dirigeants d'entreprise et qu'il renverse les récentes diminutions d'impôt accordées aux entreprises par Dalton McGuinty. Dans leur ensemble, ces mesures injecteraient plus de 2,5 milliards de dollars dans l'économie ontarienne.

« Nous devons investir dans des emplois solides et stables et cesser de donner notre argent durement gagné aux dirigeants d'entreprises, qui s'empressent de l'empocher puis ferment leurs usines et éliminent des emplois dans les communautés » a déclaré le président de SCFP Ontario, Fred Hahn, lors du défilé de la fête du Travail à Toronto. « Nous avons besoin d'une économie forte et diversifiée, et de plus en plus de familles ordinaires ont immédiatement besoin des services que fournissent les membres du SCFP dans toute la province. »

Notre annonce a jeté les bases du combat électoral qui s'est amorcé ensuite et a tourné autour de questions comme l'emploi de qualité, l'économie, les octrois aux entreprises et le financement des services publics. Le mouvement syndical a saisi l'occasion pour marquer le deuil de Jack Layton, mais a aussi choisi d'insuffler un nouvel élan à la bataille électorale.



Dans cette édition du Baromètre

Une élection à savoir très « SCFP »
Les questions relatives aux femmes
Nos aînés chassés des hôpitaux
Histoires d'horreur
Les effluves du projet PPP de biosolides
Conservons les services publics de Peterborough!

Page 2
Page 2
Page 3
Page 3
Page 3
Page 4

Cessons les coupures!
La lutte pour nos pensions
Marche pour la justice
Crise dans les services à l'enfance
Le mouvement « Occupons »
Événements à venir

Page 4
Page 5
Page 5
Page 5
Page 6
Page 6

Une élection à saveur très « SCFP »

L'élection provinciale du 6 octobre 2011 a couronné une des campagnes les plus actives de l'histoire du SCFP et il est clair que le travail accompli par nos membres a influencé les résultats du scrutin.

Le SCFP Ontario a centré son action sur plusieurs circonscriptions afin d'apporter son soutien aux campagnes en cours, en accordant notamment à ses membres des disponibilités pour prêter main forte à l'organisation. Conformément au Plan d'action adopté par les membres lors du congrès, nous avons organisé notre toute première session de formation, une sorte de séminaire de deux jours sur les compétences électorales. En collaboration avec les présidents des conseils de districts, le SCFP Ontario a également tenu des rencontres d'initiatives régionales, où nous avons invité les candidats NPD de la région, aidé les gens de la communauté à participer aux campagnes et participé à plusieurs événements qui ont attiré l'attention des médias sur les enjeux locaux allant des coupures dans les transports en commun de Toronto à la perte du contrat d'entretien de Bombardier à North Bay ou le projet PPP des biosolides à Sudbury.

La campagne a été le prétexte de nombreuses premières au SCFP Ontario: en plus de faire usage de listes d'envois par courriel et de systèmes d'appels automatisés, nous avons également assuré la communication par le biais de notre site bilingue CUPEvotes.ca ainsi que par Facebook et Twitter.

Nous avons réagi aux attaques des conservateurs envers les syndicats en publiant en ligne notre propre vidéo, intitulé Truthshifting, à saveur humoristique. Le SCFP Ontario a aussi produit un vidéo afin de lancer l'élection qui a inspiré certains membres à s'engager et a organisé sa toute première assemblée publique par téléphone, dans

le nord de la province.

Toutes ces initiatives, jumelées au travail acharné des bénévoles SCFP, ont mené à de nombreuses percées historiques, comme une première victoire dans Peel, méritée par Jagmeet Singh, et la victoire de Taras Natyshak dans Essex. Des félicitations particulières sont adressées aux cinq candidats SCFP qui ont élargi la part du vote NPD dans leur circonscription, soit Henri Giroux, Gerti Der-vishi, David Hynes, Ric Dagenais et Don Abel.

Dans toute la province, des centaines de membres du SCFP ont consacré des milliers d'heures de leur temps aux campagnes électorales; ils ont contribué à restreindre les libéraux à une minorité, à éviter un gouvernement conservateur et à envoyer un nombre record de députés néodémocrates à Queen's Park.

Les questions relatives aux femmes

Le comité des femmes du SCFP Ontario a organisé du porte-à-porte afin de placer les thèmes relatifs aux femmes au cœur de la campagne.

Ces rencontres ont eu lieu dans Parkdale/Highpark (Cheri DiNovo), Hamilton Mountain (Monique Taylor), Welland (Cindy Foster), Davenport (Jonah Schein) et Nickel Belt (France Gélina). La plus imposante a été celle tenue à Hamilton, qui a réuni soixante participantes.

Des événements semblables ont été organisés dans de nombreuses circonscriptions de la région de Toronto par les directeurs de campagne, notamment des membres du SCFP.



Nos aînés chassés des hôpitaux

Le gouvernement ontarien chasse les aînés des centres hospitaliers sans égard à leur état de santé et a réduit de 18 500 le nombre de lits réservés aux soins de courte durée au cours des 15 dernières années. La province compte actuellement le moins de lits disponibles de tous les pays développés selon Michael Hurley, président du Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO).

« Le ministère propose que les aînés s'installent simplement dans des centres de soins prolongés, ajoute monsieur Hurley, mais il y a des cas où des gens sont forcés de quitter l'hôpital alors qu'ils sont encore très malades. »

Au cours de l'été et de l'automne, le CSHO a effectué une tournée provinciale visant à sensibiliser la population au fait que certains aînés étaient forcés de déménager dans des résidences privées, non réglementées. Pendant la campagne électorale, des centaines de manifestants, incluant des dizaines de membres du SCFP, se sont réunis à Queen's Park pour protester contre les fermetures d'hôpitaux et les coupures de services.

Histoires d'horreur

Ce sont les histoires d'horreur racontées par les aînés eux-mêmes qui illustrent le mieux les pressions subies pour les faire partir de l'hôpital sans être assurés de recevoir les soins requis. Lors de sa tournée, le CSHO a encouragé les patients, les membres du personnel et les familles à faire usage d'une ligne d'urgence, le 1-877-599-0770, pour faire connaître leurs histoires. Allez voir le vidéo portant sur les exigences d'un minimum de 3,5 heures de soins infirmiers et personnels en centres de soins longue durée au www.ochu.on.ca et participez à la campagne sur les soins longue durée du SCFP au www.cupe.on.ca/timetimetocare.



Les effluves du projet PPP de biosolides

Le SCFP Ontario et la section locale 4705 de Sudbury continuent leur combat contre le projet PPP de biosolides à Kelley Lake. La question a soulevé beaucoup d'intérêt en septembre lors de la visite à Sudbury du président du SCFP, Fred Hahn, pendant l'élection.

Au cours d'un événement communautaire et d'une marche vers l'Hôtel de ville en compagnie de la députée de Nickel Belt, France Gélinas, monsieur Hahn et le président de la section, Fred Posadowski ont révélé que les projets PPP sont plus coûteux et menacent la santé publique car les entreprises rognent sur les mesures de sécurité et les normes environnementales afin d'augmenter les profits.

Hamilton avait privatisé son système d'approvisionnement en eau potable mais en a repris le contrôle après avoir constaté qu'elle économiserait ainsi 1,2 millions de dollars. Le comté Prince Edward County a décidé d'abandonner son projet PPP d'usine de traitement des eaux après avoir reçu des soumissions allant de 1,2 à 1,45 millions de dollars, en comparaison à un coût annuel de 625 468 \$ pour la gestion publique de l'usine.

Pour obtenir des informations sur la campagne et pour envoyer une lettre à l'Hôtel de ville, visitez le www.cupe.on.ca/nop3sudbury.

Conservons les services publics de Peterborough!

Les travailleurs municipaux se liguent contre la privatisation des services municipaux. Le conseil municipal a amorcé le processus budgétaire en secret cet été et les travailleurs ont dû avoir recours à la loi d'accès à l'information pour savoir ce que contient le budget. Ils ont constaté qu'on propose de réduire des services et d'octroyer des contrats aux entreprises privées.

À Peterborough, les coûts de main d'œuvre des services publics n'ont augmenté que de 1,6 % entre 2005 et 2008; ces coûts représentent moins de 40 % des dépenses de fonctionnement. Pendant la même période,



la dette par ménage a diminué de 164 \$.

« Dans toute la province, les maires et les conseils municipaux invoquent les grands titres des journaux, où on réclame des mesures d'austérité, pour justifier l'érosion des services publics. Au même moment, les autres

niveaux de gouvernement négligent d'assurer aux municipalités le soutien et les ressources nécessaires » a déclaré la secrétaire-trésorière du SCFP Ontario, Candace Rennick, lors d'une assemblée conjointe de sections locales du SCFP tenue à Peterborough.

Cessons les coupures!



Toronto est devenu le centre nerveux de tout le combat contre les coupures de services municipaux. Les menaces de fermetures, de privatisation, de diminutions de services et de pertes d'emploi ont culminé en juillet avec la publication d'un rapport produit par la firme KPMG qui nommait des services et des biens qu'il serait possible de couper, de réduire, d'impartir ou de vendre. Des centaines de citoyens de Toronto, y compris une quarantaine de membres du SCFP, ont fait des présentations lors de deux sessions de consultations prolongées et ont clairement fait savoir que la population n'était pas en faveur des coupes proposées.

Presque tous les services municipaux sont menacés. Déjà, 200 mises à pied ont été imposées dans le système de transit pendant que les discussions avaient lieu et les sections locales ont été avisées que les contrats d'entretien ménager des postes de police, des logements communautaires, des garderies et d'autres édifices municipaux seront octroyés à l'externe. Récemment, les autorités municipales ont lancé un appel pour des soumissions pour la collecte des ordures, annoncé un projet de vente de trois théâtres municipaux et commencé à solliciter des manifestations d'intérêt de la part d'entreprises en vue de la gestion du jardin zoologique.

La campagne pour mettre fin aux coupures et à la privatisation est une initiative d'envergure qui mobilise le SCFP Ontario et les sections locales de Toronto. Le mouvement a pris la forme de distribution de brochures, de milliers d'appels téléphoniques à la mobilisation auprès des membres et de la population, de manifestations réunissant des milliers de membres, d'affiches dans les transports publics et d'un concours hautement médiatisé où Margaret Atwood a joint les rangs des protestataires contre la fermeture des bibliothèques publiques. Ce qui se produit à Toronto se produit aussi ou est sur le point de se produire dans les municipalités de toute la province. Il s'agit d'une lutte que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre.



La lutte pour nos pensions

Les employés et employées du domaine municipal, des commissions scolaires et des sociétés d'aide à l'enfance (SAE) risquent de voir leurs contributions au régime de pension des employés municipaux de l'Ontario (OMERS) augmenter au cours des prochaines années, et SCFP Ontario mène la lutte pour faire en sorte que nos membres soient traités équitablement. Nos membres savaient que les taux augmenteraient pour compenser les pertes encourues lors de la crise de 2008 et la dispensation de contributions accordée à l'époque Harris. Ensemble, nous avons décidé qu'une augmentation des contributions était préférable à des coupes dans les prestations versées.

Cependant, malgré nos vigoureuses protestations, OMERS a décidé de changer le différentiel entre les prestations versées aux différents groupes du régime. Ceci aurait pour conséquence que nos membres, dont l'âge de retraite est fixé à 65 ans pour la plupart, subventionneraient le régime de pension de travailleurs dont l'âge de retraite est 60 ans et qui, en moyenne, ont des salaires beaucoup plus élevés. Le SCFP Ontario s'est battu contre cette décision auprès du OMERS même; lors d'une réunion des intervenants du OMERS tenue en octobre, le président Fred Hahn a clairement indiqué que nos membres allaient passer en revue toutes les options possibles pour recevoir un traitement équitable au sein de leur régime de pension.

Marche pour la justice

Lors de la rentrée à l'université Ryerson de Toronto, les étudiants ont été accueillis de façon assez particulière lorsqu'un groupe de personnes portant des masques blancs a fait irruption sur le campus. Les membres du SCFP Ontario ont joint la manifestation éclair et le rassemblement organisés sur le campus pour sensibiliser la population à la marche *Walk 4 Justice*, qui est arrivée en ville ce jour là.

Les marcheurs ont quitté Vancouver en juin et font appel à tous les niveaux de gouvernement pour reconnaître



l'importance des questions soulevées par la disparition et le meurtre de femmes des premières nations au Canada. Pour obtenir des informations, visitez le www.fnbc.info/

Crise dans les services à l'enfance

En Ontario, les services de garde sont aux prises depuis longtemps avec un financement inadéquat et une instabilité financière résultant de leur mode de financement. Mais la récente introduction de la maternelle plein temps sans injection de fonds aux garderies qui perdent ainsi leur clientèle de quatre et cinq ans plonge le secteur en crise.

Le SCFP Ontario et d'autres partenaires communautaires, dont la Coalition ontarienne pour de meilleurs services éducatifs à l'enfance, mène une campagne pour obtenir immédiatement un financement d'urgence du gouvernement provincial. Ces fonds empêcheraient la fermeture massive de garderies jusqu'à ce qu'un mode de financement plus stable puisse être établi au prochain budget.

Même si les services de garde ont constitué un enjeu lors de la dernière élection, la situation est désormais assez sérieuse pour mettre en péril des centaines de garderies d'ici l'adoption du budget au printemps. Le centre Progress Childcare Centre, situé dans un secteur défavorisé de Scarborough, est menacé de fermeture dans les prochaines semaines à moins de trouver le financement nécessaire pour rembourser sa dette et remédier à son taux d'inoccu-

pation. Dans les milieux ruraux, 52 centres ont déjà fermé leurs portes au cours des deux dernières années et 200 autres centres, soit 600 emplois, sont à risque à court terme, selon l'Association des services sociaux des municipalités de l'Ontario. Plus de 150 garderies en milieu familial sont également menacées. Au total, cela représente 8 100 enfants, y compris plus de 500 ayant des besoins particuliers, qui perdront leur service de garde dans les communautés rurales, et plus de 90 villes et villages qui seront privés de tout service autorisé local.

La situation n'est guère plus reluisante en milieu urbain. Étant donné que les subventions vont aux enfants et non aux centres, plusieurs centres n'arrivent pas à couvrir les frais fixes, comme le loyer, lorsque le taux d'inoccupation augmente. Dans les quartiers à revenus modestes, les centres ne peuvent attirer des enfants qui payent le plein prix afin de compenser le manque à gagner. Lorsque les municipalités imposent une limite aux subventions ou les gèlent, le taux d'inoccupation augmente, empirant les problèmes causés par la maternelle à plein temps et empêchant des centres comme Progress de relever les défis qui se présentent. Visitez le www.4outof5.ca pour en savoir plus.

Le mouvement « Occupons »

Tout a commencé par un petit groupe de protestataires, qui se sont rassemblés sur Wall Street à New York et ont établi un campement dans un parc municipal. Puis d'autres se sont joints à eux, et d'autres, et d'autres encore. Puis les syndicats ont rejoint le groupe et le phénomène Occupons Wall Street a commencé à prendre de l'ampleur.

Le mouvement Occupons est arrivé au Canada le 15 octobre, marqué de ralliements et de campements dans la plupart des grandes villes. À Ottawa et à Toronto, des milliers de gens ont joint les manifestations initiales. Des centaines de personnes ont établi des campements dans les parcs de la ville et organisé des assemblées fondées sur le consensus pour la prise des décisions. Les médias principaux ont dénoncé le manque de rigueur du mouvement, mais les participants, dont certains ne sont pas des habitués des manifestations, ont exprimé des préoccupations précises sur la façon dont notre société et notre économie fonctionnent.

Ce sont là de véritables initiatives citoyennes. Toutefois, le SCFP soutient le combat mené par le mouvement pour une société plus équitable. Nos membres font partie du 99 % de la population qui ne contrôle pas le système financier et politique. Mais ensemble, nous pouvons imposer le changement à l'élite qui forme le 1 %. Le 14 octobre dernier, le Conseil exécutif de SCFP Ontario a adopté une résolution de déclaration de soutien pour le mouvement; de nombreux membres du SCFP, des membres de l'exécutif et des dirigeants locaux ont visité les campements et participé aux rassemblements pour manifester leur soutien; plusieurs ont apporté des fournitures aux campeurs.

À Toronto, l'autobus rose de « l'escouade volante » de la section locale 966 du SCFP a conduit les travailleurs d'Air Canada au rassemblement initial, dans le cadre de leur lutte pour l'obtention d'un contrat de travail satisfaisant. L'autobus est demeuré sur place, à la demande des organisateurs, pour démontrer notre soutien et prêter assistance pour la sécurité.



Événements à venir...

Congrès sur la négociation organisé par le CCCSO
18 novembre – Doubletree Hotel, Toronto.

Congrès sur les droits de la personne
1-3 décembre, Hyatt Regency, Toronto

Congrès du CCCSO
31 janvier-4 février, Toronto Sheraton Centre

Congrès du CCTUO
23-26 février, Hilton, London

Congrès du CCTSSO
22-25 mars, Crowne Plaza, Niagara Falls

Congrès des travailleurs en librairie
26-27 mars, Hilton, London

Congrès du CCTMO
27-30 mars, Hilton, London

Congrès du SCFP Ontario
23-26 mai, Caesars, Windsor

Obtenez les dernières nouvelles sur ce qui vous touche tous les jours à :

www.cupe.on.ca